

La productivité, ça peut changer la vie

Depuis 1947, la production a été multipliée par quatre, le temps de travail divisé par deux. Cette tendance historique lourde était potentiellement porteuse de transformations sociales radicales... Cette radicalité anticapitaliste est aujourd'hui fortement combattue par le libéralisme ambiant : « il faut travailler plus »... pour gagner autant dans le meilleur des cas. Les 35 h contournées, le droit à la retraite à 60 ans contesté, le travail dès 14 ans, sont les effets de l'offensive idéologique en cours. Faut-il abandonner l'économie de temps de travail, c'est-à-dire la productivité, aux seuls bénéfices des actionnaires ?

Evidemment non : la répartition des gains de productivité est un problème radicalement politique. La réduction du temps de travail à la mode libérale, c'est la croissance du chômage et le durcissement des exclusions... Ce n'est pas une fatalité.

Nous ne saurions nous accoutumer aux chiffres du chômage en baisse (cf. les médias). La construction des chiffres ne trompe que ceux qui veulent être leurrés.

La réalité est que le chômage est « solidifié » depuis des décennies. Une donnée immédiate de l'observation fait valoir qu'il y a des millions de chômeurs en France (plus de 4 millions toutes catégories confondues), auxquels il faut ajouter une précarité extensive, les surnuméraires et banlieusards « inemployables », les « érémites » dont nombre ne figurent dans aucune statistique. Paradoxe d'apparence : la part de la richesse consacrée à l'indemnisation est en baisse constante alors que, le nombre de chômeurs a considérablement augmenté, que la durée et la dureté du chômage déconstruisent le tissu social. La réalité est que le chômage est la « solution » imposée par le capitalisme libéral pour redresser ses taux de profits et discipliner l'ensemble de la population active (occupée ou non).

En conséquence, la priorité des priorités d'une véritable politique alternative au capitalisme libéral consiste à lutter contre le chômage, à faire en sorte que le mot d'ordre « un emploi, c'est un droit, un revenu c'est un dû » puisse s'incarner réellement dans une politique économique fortement transformée.

La productivité, ça sert à quoi, et à qui ? Le film de Charlie Chaplin, Les temps modernes, sur le mode tragi-comique donne une bonne illustration de la productivité accélérée jusqu'à provoquer la folie des ouvriers postés. Derrière l'accélération, le moteur de la production c'est la rentabilité (productivité) du Capital qui cherche de gros et rapides rendements...

Sans entrer ici dans une discussion précise sur les modalités d'utilisation de la productivité, qu'il soit permis de faire valoir que l'affectation des gains de productivité révèle un vrai

choix de société ; de fait, les 35 h étaient au programme de la gauche en ... 1981, (de l'union de la gauche en 1978), Il donc est largement temps de penser et de promouvoir politiquement une utilisation sociale, émancipatrice de la productivité.

Brève présentation, discussion autour de la productivité

La productivité (i.e.: Q/t, quantité sur temps de travail), grossièrement définie, c'est la vitesse de production (Les temps modernes). La productivité peut être utilisée de 4 façons différentes (les combinaisons sont possibles).
1 - tout (le maximum politiquement jouable) pour les dividendes des actionnaires. C'est la tendance actuelle, les 15 et 16 % du Cac 40,
2 - augmentation des salaires (concevable pour les segments stratégiques de la main d'oeuvre, notamment),



3 - baisse des prix. Pour conquérir et/ou élargir les parts de marchés. Logique, d'expansion, de croissance.

4 - réduction du temps de travail. Notons que la réduction du temps de travail à lieu tous les jours, sous la forme inadmissible de la croissance... du chômage...

La défunte croissance des « trente glorieuses », le quasi plein emploi d'après guerre, est l'illustration d'un partage combiné des gains de productivité : hausse du pouvoir d'achat, réduction tendancielle du temps de travail, baisse des prix, profits jugés encore incitatifs... en attendant mieux. Aujourd'hui, automatisation et délocalisations... la donne est plutôt favorable au capitalisme.

Nonobstant, il est inexact de proclamer que seule la croissance économique peut être créatrice d'emplois. Fondamentalement, le choix – et c'est un choix de société – est de produire davantage, de consommer sans relâche tous les produits proposés par la mercatique omniprésente ; ou de travailler moins, de travailler tous pour produire des biens durables, socialement utiles. Le réchauffement climatique, nous indique qu'il plus que temps

de baisser les feux de la production. Précisons : le changement socialement équitable de la production, implique un changement dans les rapports de production et de répartition.

La nécessité anthropologique du travail

La répartition, l'affectation choisie des gains de productivité, signale, indique les vraies orientations politiques. Si la lutte contre le chômage est bien une nécessité, l'espace social, culturel rendu possible par une croissance du temps libre (librement affecté) est la condition d'une authentique démocratie participative, de l'implication de tous et de chacun dans l'enrichissement de soi-même. La vie conviviale, familiale, la socialisation générale pourraient alors échapper (partiellement ?) à la dictature de la comptabilité économique.

Notre revendication « canonique », (AC !) en termes de revenus (pas d'allocations inférieures au Smic) logiquement, politiquement articulée à une exigence de (forte) réduction du temps de travail, (32 h rapidement), vaut

autant pour les problèmes économiques qu'elle tend à résoudre (un revenu pour tous), que par les questionnements fondamentaux qu'elle initie : extension des domaines de la vie...

Oui, utilisée autrement, la productivité, ça peut changer la vie.

La nécessité anthropologique du travail, n'est pas celle que prétend nous imposer le capitalisme, dont l'exigence de « reproduction élargie » irrémédiablement rétrécit nos vies aux seules dimensions exploitables.

C'est une donnée immédiate de l'observation : la production quantitative est largement suffisante. Demeure le problème politique du partage de l'effort de production (travail) et le la répartition des richesses (de la valeur ajoutée par le travail), donc de l'accès à un revenu décent pour toutes et tous.

Dans des termes différents, mais explicites, ce problème fondamental, vital, devrait être présents dans les prochaines campagnes électorales. En tous cas, faisons en sorte de ne pas être oubliés !

AC ! Ile de France sud. Massy

Pour une garantie Plate-forme rev

Mettre le statut de vie sociale et professionnelle en débat.

En septembre, les signataires de la plate-forme unitaire pour une continuité des droits et du revenu, pour un statut de vie sociale et professionnelle, l'ont rendue publique le 25 septembre. Celle-ci est une première base de travail qu'il faut mettre en débat dans des forums locaux ou dans des assemblées générales réunissant sur une base très large syndicats et associations de chômeurs et de précaires et acteurs du mouvement social.

Nous proposons la tenue en décembre-janvier et février, dans chaque ville, de forums ou assemblées locales pour discuter de quelle protection contre le chômage et la précarité nous voulons : de quel montant ? Pour qui ? Sur la base de quel financement ? Avec quelles revendications sur les types de contrats de travail ?

Cela pour préparer des Assises avant fin mars 2007 pour faire connaître nos revendications sur ces questions avant les élections, alors que les trois groupes de travail mis en place le 23 octobre par les partenaires sociaux rendront leur état des lieux sur la remise à plat de l'assurance-chômage, le contrat de travail et la sécurisation des parcours professionnels. Les chômeurs et les précaires doivent se faire entendre dans le débat social et politique.

Evelyne Perrin